



## Conseil économique et social

Distr. générale  
7 février 2012  
Français  
Original : anglais

---

### Commission de la population et du développement

Quarante-cinquième session

23-27 avril 2012

Point 4 de l'ordre du jour provisoire\*

**Débat général consacré à l'expérience des pays en matière  
de population : les adolescents et les jeunes**

### **Déclaration présentée par l'Armée du salut, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social**

Le Secrétaire général a reçu le texte de la déclaration ci-après, qui est distribué en application des paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

---

\* E/CN.9/2012/2.



## **Déclaration**

### **Introduction**

L'Armée du salut se félicite du choix du thème prioritaire de la quarante-cinquième session de la Commission de la population et du développement, « Les adolescents et les jeunes », et présente cette déclaration pour mettre en avant : a) le lien souvent négligé entre pauvreté, migration des jeunes et traite des êtres humains; et b) le rôle positif que les jeunes peuvent jouer dans l'éradication de la traite des êtres humains.

Les jeunes n'ont jamais été aussi nombreux qu'aujourd'hui. Selon le Département des affaires économiques et sociales, la population mondiale compte 7 milliards d'habitants, dont presque 2 milliards de jeunes âgés de 10 à 24 ans qui, pour la plupart, vivent dans des pays en développement. De nombreux jeunes en âge de travailler sont au chômage. Alors que les filles ont le plus de risques d'être victimes de la traite des enfants, les enfants et les jeunes pauvres ou marginalisés sont plus exposés à l'exploitation, aux mauvais traitements et aux violences de la part de trafiquants et d'intermédiaires sans scrupules qui profitent de leur désespoir économique et de leur désir d'avoir une vie meilleure. Selon les données disponibles sur le site Web de l'Initiative mondiale de lutte contre la traite des êtres humains, 98 % des victimes d'exploitation sexuelle contrainte à des fins commerciales et 56 % des victimes d'exploitation économique contrainte sont des femmes et des filles. Nous trouvons préoccupant que des jeunes vulnérables puissent être victimes de la traite pour le travail sexuel, la servitude domestique, être exploités en tant que main d'œuvre bon marché, être réduits au travail servile, être mariés de force ou être victimes du trafic d'organes, et que les adolescents et les jeunes qui choisissent la migration interne ou internationale, puissent être exposés à la traite des êtres humains ou à d'autres formes d'exploitation s'ils n'arrivent pas à trouver un emploi décent dans leurs communautés d'accueil.

### **Lien entre pauvreté, jeunesse, migration et traite des êtres humains**

Le lien entre pauvreté et traite des êtres humains est reconnu dans un certain nombre d'instruments internationaux. Le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement, le document d'orientation de la Commission, a souligné que « les enfants pauvres ont de grands risques [...] d'être exploités en tant que main d'œuvre ou d'être les victimes de la traite des êtres humains », et établi comme principe central du développement axé sur les droits de l'homme l'importance de protéger les enfants « contre toute forme de violence, d'atteinte ou de brutalités physiques ou mentales, d'abandon ou de négligence, de mauvais traitements ou d'exploitation, notamment la vente, le trafic, les sévices sexuels et le trafic d'organes ».

Par l'adoption du Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, la communauté internationale a reconnu que le trafic des êtres humains appelait à une action internationale immédiate. Les autres instruments internationaux importants visant à lutter contre la traite des êtres humains sont les suivants : Convention relative aux droits de l'enfant; Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie

mettant en scène des enfants; Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes; Convention concernant l'abolition du travail forcé; Convention concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination; Convention supplémentaire relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage, qui complète la Convention relative à l'esclavage. Ces accords et conventions sont des instruments juridiquement contraignants pour les États qui y sont parties.

Il va sans dire que la traite des êtres humains découle d'une suite de violations des droits civils, politiques, économiques et sociaux, mais également de violations des droits de l'homme telles que la discrimination sexiste, qui encourage la demande pour l'exploitation sexuelle commerciale, et l'absence d'accès à l'éducation, à un emploi décent et à un niveau de vie convenable. Les adolescents et les jeunes, déjà vulnérables car ils sont pauvres, minoritaires ou orphelins, ou marginalisés pour une autre raison, présentent un plus grand risque d'être victimes de violations des droits de l'homme supplémentaires résultant de la traite.

### **Le rôle des adolescents et des jeunes comme agents du changement dans l'éradication de la traite des êtres humains**

Les adolescents et les jeunes, qui représentent un quart de la population mondiale, ont un rôle essentiel à jouer dans l'éradication de la traite des êtres humains. La participation des jeunes est au centre du régime relatif aux droits de l'homme qui définit les droits des enfants. L'article 12 de la Convention relative aux droits de l'enfant consacre le droit fondamental des enfants à être entendus, y compris dans le cadre de la prise de décisions publiques. Comme l'a noté le Comité des droits de l'enfant dans son commentaire n° 12 de la Convention (CRC/C/GC/12), « la voix des enfants devient une force de plus en plus puissante pour la prévention des violations des droits de l'enfant ». Le Comité a en outre reconnu que « les enfants devraient être consultés dans le cadre de l'élaboration des législations et des politiques relatives à [...] d'autres domaines de préoccupation et être associés à la conception, à l'élaboration et à la mise en œuvre des plans et programmes pertinents ». Nous notons à ce propos que les adolescents et les enfants, forts des connaissances nécessaires pour prévenir la traite des êtres humains et lutter contre celle-ci, sont à même de toucher leurs semblables par des dialogues informels, le partage de leurs histoires, une éducation dispensée par les pairs ou encore par les médias sociaux pour se mobiliser contre toutes les formes de l'esclavagisme moderne.

Les initiatives de l'Armée du salut visant à lutter contre la traite des jeunes montrent bien que les jeunes sont des partenaires potentiels dans la lutte contre la traite des êtres humains. Par exemple, l'Armée du salut a organisé des rencontres pour que les jeunes élaborent des stratégies de communication visant à lutter contre la traite des êtres humains grâce aux arts créatifs. À travers l'art, les jeunes expriment leurs réactions face à la traite des êtres humains, ce qui les aide à prendre conscience que des jeunes de leur âge en sont victimes et renforce leur capacité à mener des activités de plaidoyer auprès de leurs pairs. Nous avons également aidé des jeunes à participer à des manifestations organisées par les Nations Unies grâce à des discussions portant sur les filles et la traite des êtres humains. De plus amples informations sur ces manifestations, montrant que les jeunes peuvent être des agents de changement, sont disponibles sur notre site Web.

Les dirigeants, en collaboration avec la société civile, devraient réfléchir à la meilleure manière de donner la parole aux adolescents et aux jeunes qui ont été victimes de la traite des êtres humains et s'impliquent dans la lutte contre ce fléau. Nous appelons la Commission et les États Membres à prendre des mesures concrètes en vue de collaborer avec les jeunes œuvrant à la lutte contre la traite des êtres humains dans le cadre de campagnes de sensibilisation et de l'élaboration de réponses stratégiques. À ce propos, nous proposons de suivre les principes ci-après pour que les stratégies de plaidoyer impliquant des jeunes soient efficaces :

- Mettre fin aux situations d'injustice;
- Concevoir des stratégies pour modifier les systèmes existants;
- Faire appel aux personnes vulnérables comme moteurs du changement;
- Proposer des compétences adaptées pour réaliser les objectifs;
- Convaincre les structures de pouvoir de modifier les politiques existantes;
- Approcher les personnes animées du même esprit pour les rallier à la cause;
- Modifier les politiques, pratiques et perceptions;
- Aspirer à une justice qui conduise à la viabilité.

#### **Recommandations pour combattre la traite des jeunes dans le contexte de la migration et du développement**

Nous concluons notre déclaration en recommandant des mesures qui peuvent être prises par la Commission et les États Membres pour lutter plus efficacement contre la traite des jeunes dans le cadre de la migration interne et transnationale.

#### **Reconnaître le lien entre pauvreté, migration et traite**

- Mentionner explicitement le lien entre pauvreté, inégalité des sexes, migration et traite des êtres humains dans les lois, politiques et plans d'action adaptés.
- Élaborer des politiques migratoires respectueuses de la personne et gérées convenablement pour empêcher l'exploitation et la traite des adolescents et des jeunes qui migrent en interne ou vers un autre pays.
- Donner aux adolescents et aux jeunes des informations et des ressources nécessaires sur la migration sans danger, la manière de trouver un emploi décent, les dangers dont il faut être conscient, les personnes à contacter en cas de problème, et la manière de vérifier que les propositions de travail à l'étranger sont sûres et honnêtes.
- Améliorer le suivi et le signalement des tendances de la traite interne et transnationale. L'amélioration de la collecte des données, y compris la ventilation des données relatives à la migration et à la traite selon l'âge, le sexe, la nationalité, est indispensable à une meilleure compréhension collective de la traite des êtres humains, à une protection adéquate des droits des jeunes et à l'élaboration de politiques de lutte contre l'esclavage.
- Collaborer avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et d'autres organisations pour mettre en place un mécanisme international de

suivi de l'évolution et des tendances de la traite des êtres humains, notamment des adolescents et des jeunes.

- Investir dans des programmes d'éducation et de formation pour donner aux adolescents et aux jeunes les moyens de devenir autonomes et de contribuer à l'économie de leurs pays.

#### **Les adolescents et les jeunes, agents du changement**

- Offrir de plus grandes opportunités aux adolescents et aux jeunes de participer à l'élaboration de politiques de lutte contre la traite des êtres humains ainsi qu'à leur mise en œuvre et à leur défense, par exemple grâce à des forums de jeunes, à des conseils nationaux de la jeunesse et à des initiatives de service communautaire.
- Donner la priorité aux adolescents et aux jeunes dans le cadre du financement des programmes nationaux et locaux de développement.
- Mener des campagnes de sensibilisation et d'éducation portant sur la traite des êtres humains auprès des populations vulnérables en faisant intervenir des jeunes comme formateurs.
- Créer l'espace nécessaire à une participation plus active des jeunes aux sessions annuelles de la Commission et à ses travaux en cours.

*Note* : La présente déclaration a été approuvée par les organisations non gouvernementales ci-après, dotées du statut consultatif auprès du Conseil : Carmelite NGO, Center for Migration Studies of New York, Coalition contre le trafic des femmes, Compagnie des filles de la Charité de Saint-Vincent de Paul, Congrégation de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur, Congregations of St. Joseph, Conseil international des femmes juives, Franciscans International, Gray Panthers, Passionists International, Sisters of Mercy of the Americas, Society for the Psychological Study of Social Issues, Society of Catholic Medical Missionaries, Sœurs de Notre-Dame de Namur, UNANIMA International, United States Federation for Middle East Peace et Zonta International.